

Liberté Égalité Fraternité







PRÉFACE



YAZID SAFIR
DIRECTEUR DE L'AGENCE FRANCAISE
DE DÉVELOPPEMENT EN TUNISIE

Intimement liée aux enjeux climatiques, l'eau est un défi majeur pour le XXIe siècle. Elle est l'une des clés de la transition juste car elle impacte autant la biodiversité, la paix, la santé, la sécurité alimentaire que l'égalité femmes-hommes. Si l'accès à l'eau et l'assainissement a été reconnu comme un droit humain par les Nations unies en 2010, de nombreux progrès restent à accomplir : plus de deux milliards de personnes n'ont pas accès à un service d'eau potable de qualité à domicile, et plus d'une personne sur deux ne dispose pas d'un assainissement adapté. Des inégalités territoriales et sociales persistent encore.

L'eau reste à ce jour un enjeu majeur pour les femmes et les filles, notamment en milieu rural où les charges domestiques, en particulier la collecte de l'eau (cuisine, nettoyage et soins) incombent le plus souvent aux femmes. De plus, l'accès à l'eau et l'assainissement est un enjeu essentiel pour la santé des femmes qui ont des besoins spécifiques, notamment en terme d'hygiène menstruelle et d'hygiène maternelle.

Cet enjeu sera exacerbé dans les années à venir par les effets des changements climatiques qui menacent à la fois d'accélérer la raréfaction des ressources hydriques et d'augmenter l'intensité et la fréquence des catastrophes liées à l'eau.

A fin 2020, 248 projets financés par l'Agence Française de Développement (AFD), pour un total de 7,1 Mds €, sont en cours d'exécution dans le secteur de l'eau et l'assainissement. Pour une meilleure efficacité, ces projets intègrent deux dimensions transversales majeures : d'une part le changement climatique, et d'autre part le genre, pour maximiser les impacts positifs.

En Tunisie, l'AFD a mobilisé depuis 1998 environ 260 M€ pour le secteur de l'eau potable, en soutien à la montée en puissance de la SONEDE et ses missions de production et distribution de l'eau potable sur tout le territoire tunisien, y compris dans les zones rurales. Au total, 465 000 tunisiennes et tunisiens ont bénéficié des quatre programmes successifs d'alimentation en eau potable rurale financés par l'AFD. L'AFD est ainsi le premier bailleur de l'alimentation en eau potable en milieu rural en Tunisie.

Ces programmes ont contribué à améliorer le taux de desserte en eau potable en milieu rural, passant de 75% en 1998 à 94,5% aujourd'hui. Ils ont permis de réduire les inégalités territoriales et d'améliorer notablement les conditions de vie des habitants des communes rurales, en particulier les femmes.



PRÉFACE



MOSBAH HELALI PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX

Par une série de programmes successifs d'alimentation en eau potable du milieu rural (AEPR) conjugués à d'autres projets d'infrastructures (électricité, routes pistes agricoles, santé de base, écoles, ...), la Tunisie a fait le choix depuis plusieurs décennies de permettre à tous les tunisiens d'avoir accès à l'eau potable, y compris en milieu rural. Ces projets d'AEPR ont permis d'améliorer sensiblement le désenclavement des territoires ruraux et ont contribué significativement à dynamiser la croissance économique et sociale et améliorer les conditions de vie dans les campagnes tunisiennes.

En effet, entre 1984 et 2019, le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est passé de 24,3% à 94,5%. Il est attendu que ce taux atteigne 94,6% en 2020.

La desserte en eau potable rurale est assurée par les deux acteurs dépendant du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), à savoir : la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE) pour les localités agglomérées et les services de la Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux (DGGREE) pour les localités à faible densité ou dispersées.

L'impact des projets d'AEPR mis en œuvre par la SONEDE sur la qualité de vie des femmes des zones d'intervention est notable. En effet, l'accès à domicile à une eau potable de meilleure qualité permet de supprimer la corvée d'eau assurée généralement par les femmes, mais aussi de réduire les risques de maladies hydriques et d'améliorer la santé et l'hygiène de la famille. Les femmes peuvent alors consacrer le temps gagné à d'autres activités plus productives et socialement plus bénéfiques, améliorant ainsi leur bien-être.

Ainsi, ces projets permettent de répondre aux objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 6, en permettant un accès équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, à l'ODD 5, en facilitant l'autonomisation des filles et des femmes et en limitant leur exposition au harcèlement et aux violences sexuelles sur le chemin vers les bornes fontaines, ainsi qu'à l'ODD 10, en réduisant les inégalités entre les populations urbaines et rurales.





Emna AYARI (Citoyenne – Borj Turki, Ariana)

« Le raccordement de ma maison au réseau d'eau potable de la SONEDE m'a épargné une grande perte de temps et d'énergie. En me dégageant de cette tâche pénible et chronophage, j'ai pu trouver le temps d'entamer une vie professionnelle en décrochant un travail dans un lycée privé à la cité voisine d'Ennasr. Cette évolution était salutaire pour mon bien-être et celui de ma famille car j'ai pu contribuer de la sorte au budget de la famille exactement comme le fait mon mari. Cette nouvelle situation me procure un statut équivalent à celui de mon mari. J'ai pu gagner encore plus de respect et en même temps ça me permet de donner un bon exemple à mes enfants ».



Sadok SAAFI (Maire de la Municipalité de Mnihla, Gouvernorat de l'Ariana)

« Notre commune couvre de larges zones rurales mais également des zones périurbaines peuplées par des milliers de familles qui s'y sont installées pour être proches des grandes villes, comme Tunis, Manouba, Ariana, ce qui facilite leur recherche de travail et de sources de revenus. Ces zones sont devenues des quartiers et leur urbanisation a permis un accroissement significatif de l'économie locale avec l'ouverture de plusieurs commerces et l'apparition de plusieurs types d'activités génératrices de revenus très souvent entreprises par des femmes. L'accès au service de la SONEDE a facilité la mise en place de ces activités économiques et a fortement contribué à l'amélioration de l'économie locale et à l'indépendance financière des femmes de la région ».



Rafik BARAKIZOU (Directeur exécutif de l'association Face Tunisie Agir contre l'exclusion)

« Dans le cadre des efforts pour l'autonomisation des femmes rurales, la valorisation culturelle des produits artisanaux, et ceux du terroir en général, ainsi que leur intégration dans des circuits touristiques ont eu des répercussions visibles non seulement sur l'émancipation des femmes rurales mais sur toutes les régions rurales concernées. L'accès à l'eau potable a été un facteur déterminant et a été à la source de ce développement. Nous pouvons citer l'exemple très connu des femmes de Sejnane, qui, depuis le raccordement de leurs habitations au réseau d'eau potable, ne subissent plus la corvée de l'eau et consacrent beaucoup plus de temps à leur activités artisanales, ce qui leur a permis de produire encore plus de poteries et de promouvoir leur savoir-faire. Ceci a permis, avec l'accompagnement de la société civile, l'enregistrement de la poterie de Sejnane au patrimoine mondial de l'humanité à l'UNESCO. Nous connaissons tous l'impact positif de cette valorisation sur l'émancipation des femmes de Sejnane. Les potières de Sejnane disposent aujourd'hui de plus de temps pour participer à des foires ou à des cycles de formation pour mieux organiser et structurer leurs activités économiques. Plusieurs régions rurales riches en artisanat mais pauvres en eau potable peinent évidemment à suivre cet exemple, puisque les femmes, censées être les locomotives du développement rural, sont occupées à ramener l'eau à domicile ».

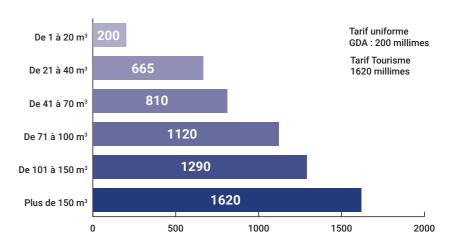
DIVERSITÉ DES TARIFS DE L'EAU POTABLE EN ZONE RURALE

La progressivité des tarifs appliqués par la SONEDE permet aux ménages à condition socio-économique modeste d'accéder à l'eau potable à bon marché.

Pour les Groupements de Développement Agricole (GDA), les tarifs par m³ varient fortement d'un GDA à un autre, même au sein d'un même gouvernorat. Le tarif est fixé par le conseil d'administration du GDA. Il varie de 500 millimes de dinars tunisiens par m³ jusqu'à 1800 millimes de dinars tunisiens par m³.

Enfin, lorsque l'eau est distribuée par des sources informelles, le prix au litre varie énormément : l'eau des camions citernes coûte très cher (entre 15 et 25 dinars tunisiens par m³), et environ 5 dinars tunisiens par m³ pour ceux qui s'approvisionnent auprès de leurs voisins raccordés au réseau SONEDE. L'eau des pompes manuelles ou des majel est « gratuite », mais les ménages auront toutefois eu à effectuer l'investissement initial.

Tarifs appliqués par la SONEDE (en millime de dinar tunisien hors taxes)



Sources :

Groupe de la banque mondiale, 2019 Eau et assainissement pour tous en Tunisie Un objectif réaliste https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30859/W17069 pdf?sequence=12&isAllowed=y

Site de la SONEDE consulté le 05 juillet 2021

Rapport national du secteur de l'eau 2019

http://www.onagri.nat.tn/uploads/statistiques/Rapport-national-du-secteur-de-eau-2019.pdf

PART DE L'EAU DANS LES DÉPENSES DES MÉNAGES

Les dépenses en eau des ménages représentent une part infime des dépenses totales des ménages, à savoir 0,54% en moyenne. Cette part monte à 1,5% des dépenses dans le cas des ménages les plus pauvres, ce qui est de loin inférieur aux 3% considérés habituellement comme repère du caractère abordable du service.

Source

Groupe de la banque mondiale, 2019

Eau et assainissement pour tous en Tunisie Un objectif réaliste

https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30859/W17069.pdf?sequence=12&isAllowed=y





Alaa MARZOUGUI (Observatoire tunisien de l'eau, projet associatif qui s'intéresse à l'accès à l'eau en Tunisie)

« Les problèmes de l'accès à l'eau potable dans le milieu rural ou dans des zones semi-rurales incombent directement aux femme qui gardent la responsabilité exclusive de la tâche d'approvisionnement en eau. Les traditions et les mentalités qui prédominent dans ces milieux font que la femme est en première ligne pour l'utilisation de l'eau au niveau domestique sur les plans de l'hygiène et tous les besoins de la famille. Nos travaux ont permis de collecter des dizaines de témoignages de femmes rurales tunisiennes qui doivent parcourir des kilomètres, souvent dans des conditions pénibles, pour s'approvisionner en eau. Nous avons constaté également les conséquences néfastes sur la condition des femmes et des filles soumises à cette corvée d'eau, dont des problèmes de harcèlement voire même de viol. Cette tâche qui nécessite de longues heures peut être assimilée à une activité quasi-professionnelle mais elle n'est pas rémunérée. Cette situation est réellement difficile pour les femmes alors que le droit à l'eau est garanti par la constitution tunisienne ainsi que par les conventions et les traités internationaux ratifiés par la Tunisie. L'accès à l'eau potable à domicile, en quantité et qualité suffisantes, est le seul garant pour protéger ces femmes des phénomènes sociaux nocifs précités et pour leur garantir une vie décente avec un minimum de bien-être. »



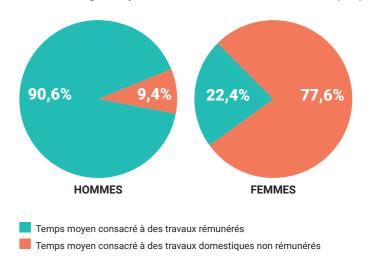
Kamel HOMRANI (Responsable de la cellule des GDA et d'Approvisionnement en Eau Potable au CRDA de l'Ariana)

« Il existe de sérieux problèmes au sein de plusieurs familles installées dans les zones périurbaines et rurales du Gouvernorat de l'Ariana. Ces problèmes sont causés très souvent par les difficultés d'approvisionnement en eau potable. En effet, dans plusieurs cas, les familles achètent des terrains agricoles pour y bâtir leurs maisons sans se soucier des difficultés d'accès à l'eau potable. Ces conditions pénibles fatiguent les femmes et se répercutent sur la cohésion de leur famille. Les femmes se retrouvent en effet obligées de consacrer leur temps pour chercher et ramener l'eau potable à domicile, au lieu de l'investir dans une activité génératrice de revenue. Certaines décident donc de ne pas poursuivre ce rythme au quotidien et ont même préféré mettre fin à leur vie conjugale. Ces déchirements familiaux engendrent des situations socialement inconfortables. »

UNE RÉPARTITION INÉGALE DES TÂCHES DOMESTIQUES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Il existe en Tunisie un écart important entre les femmes et les hommes dans la répartition du temps alloué aux travaux domestiques. Les femmes consacrent en moyenne 77,6% de leur temps quotidien aux travaux domestiques non rémunérés alors les hommes n'y contribuent qu'à hauteur de 9,4%. Autrement dit, les femmes consacrent 8 fois plus de temps que les hommes aux travaux domestiques au détriment d'un travail rémunéré, davantage valorisé par la société et synonyme d'autonomisation financière.





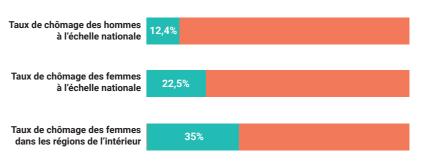
Source

Rapport National Genre Tunisie 2015

http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/rapport%20national%20genre%20Site%20_0.pdf

TAUX DE CHÔMAGE EN TUNISIE SELON LE GENRE

En 2020, les femmes tunisiennes représentent 67% des diplômés de l'enseignement supérieur mais ne représentent que 24,6% de la population active. Le chômage touche deux fois plus les femmes (22,5%) que les hommes (12,4%) et cette disparité est exacerbée dans les régions de l'intérieur du pays où le taux de chômage des femmes atteint une moyenne de 35%.



Source.

Global Gender Gap Report 2020

http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf





Radhia HZAMI (Citoyenne - Borj Turki, Ariana)

« La famille de mon mari habite à Borj Turki depuis plus de 40 ans, sans que le problème de l'accès à l'eau potable ne soit résolu. Je suis contrainte de ramener de l'eau quotidiennement de chez mes voisins en parcourant à pied plus de deux kilomètres aller-retour. Ma fille aînée, âgée de 15 ans. m'aide dans cette tâche pénible. Outre la fatique. elle souffre maintenant de problèmes au niveau du dos. Son état de santé, se répercute sur ses résultats scolaires, elle a malheureusement redoublé en 7ème année de base. En plus de ses problèmes de dos, elle a des problèmes d'ordre psychologique. Mes enfants étudient à côté d'élèves issus de familles aisées du quartier voisin d'Ennasr et ils ne peuvent s'empêcher de comparer leurs conditions de vie, diamétralement opposées. J'espère que ce genre d'ennuis et de soucis ne pousseront jamais mes enfants à baisser les bras et à abandonner l'école!»



Houssem MNASRI (Professeur de l'enseignement secondaire, Gouvernorat de Kasserine)

« L'approvisionnement en eau potable des établissements scolaires dans les zones rurales du Gouvernorat de Kasserine est un véritable problème. Il y a des coupures fréquentes d'eau à cause des factures des Groupements de Développement Agricole qui demeurent impayées. Certaines écoles sont approvisionnées en eau potable seulement via des citernes ramenées par le CRDA de Kasserine. La qualité de ces eaux n'est pas contrôlée. Nous avons même enregistré des cas de contamination à l'Hépatite A en 2017 dans une école, à cause de l'état de ces citernes. Malheureusement, les maladies d'origine hydrique auxquelles nos élèves sont exposés accroissent leur absentéisme, ce qui leur engendre des difficultés d'apprentissage.

Nous avons aussi été affrontés à des familles qui prétendent « préserver l'honneur » de leur filles en les empêchant de passer leur journée dans une école démunie d'eau et dans lesquelles les toilettes sont mixtes ou n'existent même pas. »

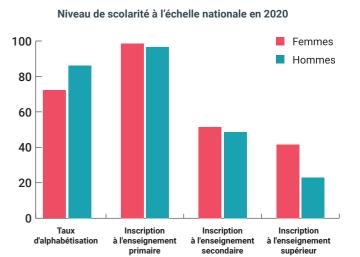


Fethi MADDOURI (Association des Créateurs de la maison de la culture de Mnihla)

« Nous avons accompli des efforts pour faire adhérer aux activités de la maison de la culture de Mnihla plusieurs jeunes filles issues de zones non encore raccordées au réseau de la SONEDE. Nous avons remarqué qu'en dépit de leurs difficultés, elles s'intègrent facilement et n'ont aucun complexe pour suivre, le plus normalement du monde, leurs activités artistiques. Cela participe ainsi à la construction de leur personnalité et de leurs compétences. Mais nous ne pouvons malheureusement pas atteindre toutes les familles de ces zones. Et tant que les difficultés liées à l'accès à l'eau potable existeront au niveau de ces zones, les parents seront toujours préoccupés par leur situation et ne prendront jamais l'initiative d'inscrire leurs filles au centre culturel. Ces quartiers regorgent de potentiel et de savoir-faire artisanal parfois ancestral, mais leurs femmes et filles sont souvent cantonnées à domicile ou passent des heures dans des allers et retours incessants pour ramener l'eau potable à la maison.»

TAUX D'ALPHABÉTISME **NATIONAL OUI CACHE UNE DISPARITÉ GÉOGRAPHIOUE ET SOCIALE**

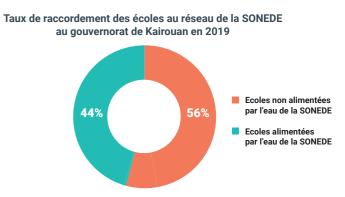
Les femmes tunisiennes ont un taux d'alphabétisation de 72% et représentent 42% des étudiants du supérieur.



Ces chiffres masquent toutefois une réalité plus contrastée et soulignent une disparité géographique et sociale. En effet, selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'analphabétisme chez les femmes et les hommes en milieu communal au cours 2019 a atteint 12,9%, tandis qu'il a augmenté à 29.5% en milieu non communal.

Source Global Gender Gap Report 2020 https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf

L'ABANDON SCOLAIRE Le gouvernorat de Kairouan qui détient, de nos jours, le taux le plus élevé d'abandon scolaire à l'échelle nationale, à savoir 35%, compte 313 écoles dont uniquement 175 étaient alimentées en eau potable par la SONEDE durant l'année scolaire 2018-2019.



Source: Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux https://ftdes.net





Nizar MLOUHI (Chef de district de la SONEDE Omrane Supérieur)

« Nous constatons que le raccordement au réseau de la SONEDE de plusieurs zones périurbaines de la ville de Mnihla par exemple a bien entendu amélioré les conditions d'hygiène de la population. De ce fait, les habitants ne sont plus contraints de se procurer de l'eau chez des marchands ambulants qui ne garantissent ni la qualité ni la traçabilité outre qu'ils s'adonnent à un commerce illégal. Mal entretenues ou d'origine douteuse, les citernes et cuves utilisées dans cette activité parallèle, sont souvent la cause de maladies hydriques et d'une myriade d'autres méfaits pour la santé de la population. »



Khira MRAIDI (Citoyenne du Cité Dalloula – Ariana)

« Les conditions de vie sont dures dans notre quartier à cause des coupures fréquentes d'approvisionnement en eau potable au niveau du robinet public. En effet, les raccordements illicites effectués en amont par de nouveaux habitants ont affecté le débit, nous ne pouvons donc plus nous approvisionner qu'en petites quantités et à des heures très tardives de la nuit. L'hygiène de mon foyer en est fortement impactée en ces temps troubles de pandémie de Coronavirus, ce qui me panique! En effet, tous les membres de ma famille restent privés de douche pour de longues périodes. Les quantités d'eau dont nous disposons ne suffisent même pas pour assurer les tâches de nettoyage domestique. Pour résumer, je dirai que j'ai le savon, mais pas d'eau pour l'utiliser! »



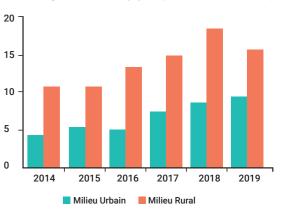
Dr. Chahrazed BEN SALAH (Médecin Principal de la Santé Publique de Tunis)

« Nous sommes en 2021, hélas combien de personnes et particulièrement femmes et enfants souffrent encore de l'absence d'eau potable à domicile, grand problème sanitaire! En zone rurale, la femme se démène pour apporter de l'eau potable chez elle, afin d'assurer à sa famille une hygiène minimale. Mais, malheureusement, les maladies causées par la consommation d'eau de qualité non contrôlée sont très importantes. A ce titre, les cas d'hépatite A et E sont encore fréquents. La Fièvre typhoïde est souvent responsable de décès chez les enfants ainsi que de contamination des eaux suite aux déjections infectées. D'autres infections dues au manque d'hygiène sont moins dangereuses dès qu'elles sont prises en charge. En tant que médecin de santé publique, je constate toutefois que la femme rurale est de plus en plus consciente de ces problèmes sanitaires. Elle se montre toujours prête à protéger sa progéniture tout en s'émancipant elle-même. A ce titre, il faudrait rendre hommage aux services de la santé publique en Tunisie et à l'éducation pour la santé en matière d'hygiène personnelle et familiale. Les batailles se poursuivent pour l'amélioration de la qualité de vie de la population rurale, et nombreuses ont été gagnées. Ce qui nous pousse à persévérer dans cette lutte. »

LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE SE DÉGRADE, SURTOUT EN MILIEU RURAL

Les dispositifs de contrôle de la qualité de l'eau de boisson par le Ministère de la Santé sont fonctionnels et le nombre d'analyses sont suffisamment représentatifs. Ce contrôle permet de constater que la qualité de l'eau de boisson tend à se dégrader que ce soit en milieu urbain ou rural où les taux de non-conformité s'établissent à près du double de ceux constatés en urbain.





Source:

Rapport national du secteur de l'eau 2019

http://www.onagri.nat.tn/uploads/statistiques/Rapport-national-du-secteur-de-eau-2019.pdf





Ilhem BEN SALAH
(Conseillère municipale, Présidente de la commission démocratie
participative à la Municipalité de l'Ariana et membre de l'association La
dynamique autour de l'eau)

« La participation aux décisions de la municipalité est l'un des indicateurs d'émancipation de la femme. Cette participation est même un droit inscrit au code des collectivités locales de mai 2018. En tant qu'élue municipale et témoin du déroulement du processus participatif depuis 2018, je constate après l'arrivée du nouveau conseil municipal au mois de juin 2018, une nette amélioration du taux de participation des femmes provenant des zones périurbaines et défavorisées. Elles participent au même titre que les hommes qui ont l'habitude de remplir les salles communales et d'assister aux réunions de la municipalité. Actuellement, on constate qu'environ 30% des habitants qui participent aux réunions organisées dans le cadre de la planification annuelle des investissements communaux relatifs aux projets de proximité sont des femmes. L'implication de ces femmes est directement liée au désir d'améliorer leur quotidien, un quotidien très difficile surtout du point de vue infrastructure de base, notamment l'accès à l'eau potable. Dans un esprit de proximité, ces femmes représentent la voix de leurs quartiers démunis, exactement comme le font les hommes, mais évitent toutefois de s'impliquer dans un rôle supplémentaire de responsabilité citoyenne, comme se présenter en tant que déléguées de quartier, elles préfèrent malheureusement céder ce rôle aux hommes puisqu'elles sont déjà débordées par leurs tâches quotidiennes, l'approvisionnement en eau potable en fait partie pour un grand nombre d'entre elles. En 2021, le rêve de beaucoup de femmes tunisiennes est encore d'avoir un robinet à l'intérieur de leur cuisine ».



Awatef MABROUK (Sociologue et spécialiste en genre et changement climatique)

« La situation économique de la femme rurale se caractérise par une fragilité certaine qui risque, si rien n'est fait, de s'amplifier, alors que le pays qui subit un stress hydrique menaçant d'une manière aiguë, dans les régions rurales en particulier. Ce stress est dû à à la rareté de la ressource elle-même ainsi qu'à différents problèmes de gouvernance qui exige des changements structurels et organisationnels. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont les principaux aspects qui doivent s'accomplir au même titre que ces différents changements. Améliorer l'accès des femmes à l'eau potable a des effets salvateurs et les place sur un même pied d'égalité des hommes compte tenu de l'impact sur les chances de scolarisation, la réduction des risques de maladies et l'augmentation du temps qui sera rendu disponible pour les femmes leur permettant de s'occuper des activités productives, personnelles et citoyennes, améliorant ainsi leur situation qui jusque-là, se trouvait souvent vulnérable et étriquée.

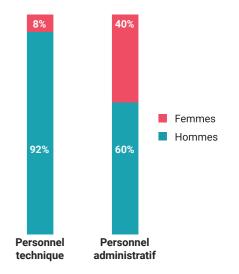
L'urgence d'intégrer une perspective « genre » dans la politique publique de la gestion de l'eau potable en Tunisie est donc essentielle pour mieux relever l'ensemble de ces défis ainsi que pour répondre aux enjeux stratégiques à la fois spatiaux, socio-économiques et climatiques et c'est là où la femme occupe un rôle très important voire incontournable pour le développement de la conscientisation de la population rurale à la préciosité de l'eau et à son utilisation rationnelle, ce qui la réconforte dans sa lutte pour l'égalité Hommes-Femmes notamment au niveau des postes de responsabilité publique. »

24

LES FEMMES SONT
PEU PRÉSENTES
DANS LA GESTION
DES RESSOURCES
EN EAU ET DES
INFRASTRUCTURES
HYDRAULIQUES

En 2018, la SONEDE comptait 6409 employés dont seulement 994 femmes, parmi lesquelles 600 femmes occupaient des postes administratifs et seulement 394 femmes occupaient des postes techniques. Encourager et faciliter l'emploi des femmes dans le secteur de l'eau peut réduire les inégalités de genre et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Répartition des employés de la SONEDE selon le genre



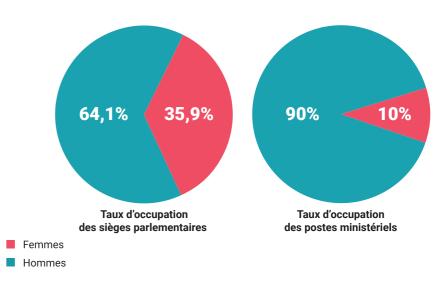
Source

Rapport statistiques 2018 de la SONEDE :

https://www.sonede.com.tn/fileadmin/medias/documents/RS2018.pdf

AUTONOMISATION POLITIQUE DES FEMMES EN TUNISIE

Le classement de la Tunisie en matière d'égalité de genre a chuté entre 2006 et 2020, du 90ème au 124ème rang sur un total de 153 pays. La Tunisie passe ainsi du 97ème au 142ème rang en matière de participation économique et opportunités de travail, du 76ème au 106ème rang en matière d'éducation et du 53ème au 67ème rang en matière de participation politique.



Source: Global Gender Gap Report 2020 http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et bientôt d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs — le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Juillet 2021

Crédits :

Photos: Amine LANDOLSI - Nada BOUAZIZ - Noureddine AHMED
Photo de couverture: © AFD – Nada Bouaziz
Collecte des témoignages et des données: Chiheb BEN HAMMOUDA
Supervision: Karen COLIN DE VERDIERE, Khadija AYARI, Kouraïch JAOUAHDOU
Mise en page: Agence Le 23.16



AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT #MondeEnCommun | www.afd.fr